

Mozambique

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel a été estimée à 3,5 % en 2018, contre 7 % en moyenne au cours de la période 2004-2015. Cette chute découle de la réduction des investissements publics et d'une baisse de 23 % de l'investissement direct étranger entre 2015 et 2017.

Le déficit budgétaire a été estimé en 2018 à 6,7 % du PIB, contre 5,5 % en 2017. Depuis la découverte en 2016 de la dette occulte, le Mozambique est en défaut de paiement. Et son ratio estimé de la dette extérieure totale au PIB a atteint 145,8 % en 2018. Ses principaux bailleurs de fonds ont suspendu leur aide, obligeant le pays à prendre des mesures pour réduire progressivement la dette publique.

Pour contrer une inflation élevée et une rapide dépréciation du taux de change durant la période 2016-17, la Banque du Mozambique a assoupli sa politique monétaire, abaissant son taux directeur à 18 % en août 2018. La baisse de l'inflation, de 15,1 % en 2017 à 4,6 % en 2018, s'est traduite par des taux d'intérêt réels élevés, provoquant une contraction de la demande de crédit du secteur privé.

Le déficit commercial des projets (hors mégaprojets, par exemple la fonderie d'aluminium de Mozal, des projets gaziers et un projet de minerai de titane et de sables bitumineux) a légèrement creusé le déficit de la balance courante qui est passée de 20,4 % en 2017 à 23,1 % en 2018. Les importations de biens pour les projets (hors mégaprojets) — 80 % des importations totales de biens — ont augmenté de 24 % en 2018. Les prix d'importations de carburant et de denrées alimentaires sont en hausse, provoquant un accroissement des dépenses d'importation. Les réserves en devises devraient se maintenir à environ 7 mois d'importations de projets (hors mégaprojets) en 2018-19.

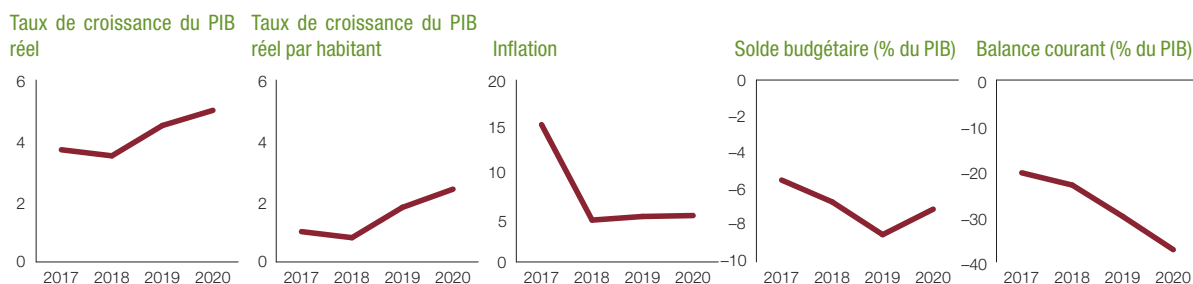
Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance devrait atteindre 4,5 % en 2019 et 5 % en 2020, alimentée par deux secteurs : l'agriculture qui se remet progressivement de la sécheresse régionale de 2015-2016, et les industries extractives, en particulier

l'augmentation continue des exportations de charbon. De plus, l'investissement direct étranger (IDE) dans l'exploitation gazière du bassin de Rovuma pourrait augmenter en 2019.

Le Mozambique a intégré dans son développement plusieurs des cinq grandes priorités (High 5/Top 5) de la Banque africaine de développement. Pour la priorité « Nourrir l'Afrique », la stratégie mozambicaine vise à renforcer l'emploi grâce à une productivité et une compétitivité accrue du secteur agroalimentaire et aux développements de chaînes de valeur. Pour la priorité « Industrialiser l'Afrique », le gouvernement a négocié le développement d'une usine on shore de gaz naturel liquéfié de 24 milliards de dollars EU, qui permettra de créer des chaînes de valeur et d'établir une base industrielle pour les engrais, ainsi que des unités de GTL (Gas-to-liquids) et de gaz-électricité. Pour la priorité « Intégrer l'Afrique », le Mozambique envisage d'augmenter sa contribution au projet de Pool énergétique de l'Afrique australe (SAPP) grâce à des projets gaziers et énergétiques. Et finalement, pour la priorité « Améliorer la qualité de vie des Africains », le gouvernement poursuivra sa lutte contre la malaria, le VIH et la mortalité infantile et maternelle. En 2018, les dépenses consacrées à l'éducation devraient atteindre 5,9 % du PIB en 2018, davantage que d'autres pays de la région.

Plusieurs risques pèsent sur les perspectives de croissance : une hausse des prix des importations essentielles, des difficultés économiques en Afrique du Sud, deuxième destination d'exportation du Mozambique, ainsi que le surendettement, aggravé par l'absence d'accord sur la restructuration de la dette et le manque de confiance des investisseurs qui en résulte. La forte dépendance vis-à-vis des emprunts, principalement nationaux, a non seulement évincé l'investissement privé, mais également contribué au surendettement. Une stratégie active de gestion de la dette est donc nécessaire pour restaurer la confiance et mettre en place des mesures destinées à stimuler la croissance économique et la création d'emplois. À ces risques s'ajoute la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Telles que des tempêtes, des inondations des sécheresses et des tremblements de terre.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.